

Paris, le 20 novembre 2014

### Les laboratoires pharmaceutiques en Europe : quelles perspectives après la crise ?

La dépendance du secteur pharmaceutique à la conjoncture économique des Etats européens s'est révélée handicapante pour l'industrie au moment de la crise 2008-09, puis de celle des dettes souveraines en 2011-2012. Particulièrement affaiblis par la réduction des dépenses de santé en Europe, les laboratoires cherchent aujourd'hui à se renouveler, à conquérir de nouveaux marchés et à investir des niches pour sortir de l'impasse.

#### La crise, accélérateur de la mutation du secteur pharmaceutique

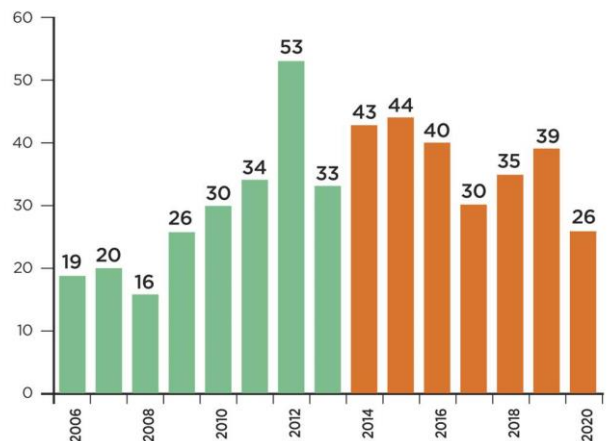
- **Le rôle inhérent de l'Etat dans la baisse des dépenses de santé**

La crise a eu un fort impact négatif sur la consommation de médicaments en Europe, et ce, malgré une population vieillissante. En effet, étant les principaux payeurs, les pouvoirs publics ont été contraints de contenir leurs dépenses santé, afin de limiter l'accroissement de leur dette, et ont donc limité les remboursements de médicaments. Par conséquent, la part du PIB consacrée aux médicaments a diminué entre 2003 et 2011, passant de 14,9% à 13,4%. De plus, la politique pro-générique a été favorisée au dépend des laboratoires : les médecins sont incités à prescrire des médicaments génériques par les autorités et les consommateurs se tournent vers ces médicaments mieux remboursés. Enfin, l'interdépendance des pays européens en termes de fixation des prix alimente l'effet cascade de cette baisse des dépenses de santé.

- **Conséquence de ces mutations, la falaise des brevets atteindra son pic entre 2014 et 2016**

Les années 1980 ont été très fructueuses en recherche et développement de médicaments dits « blockbusters » sur les marchés. Au début des années 2000, un grand nombre de ces molécules arrivent au terme de la protection attribuée par leur brevet. Certains laboratoires pharmaceutiques voient alors un pourcentage conséquent de leur chiffre d'affaires menacé par la mise sur le marché de génériques. Depuis 2010 la "falaise" de ces brevets s'accélère et sera importante jusqu'en 2020, avec un pic attendu entre 2014 et 2016.

Graphique n°3  
Ventes de médicaments dont le brevet tombe à expiration,  
en milliards de dollars



Source : EvaluatePharma

## La naissance d'un nouveau modèle tourné vers les « pharmerging »

- **Face à une régulation croissante des pouvoirs publics en Europe...**

Aujourd'hui, le contrôle des autorités publiques intervient plus que jamais dans tout le processus de mise sur le marché du médicament. C'est le cas des politiques de fixation des prix comme la « Value Based Medicine »<sup>1</sup>. Il faut désormais, au-delà de l'efficacité thérapeutique, prouver que cette nouvelle molécule apporte de la valeur au patient, en termes de qualité de vie.

Ces contraintes ralentissent la mise sur le marché et sont susceptibles de diminuer la valeur de remboursement des produits des laboratoires pharmaceutiques, qui font face à une force concurrentielle des « génériqueurs », dont la part sur le marché est désormais supérieure à 50% en volume des ventes (en 2013, le rapport se situe à hauteur de 46%-54% au profit des génériques). Ces médicaments génériques, issus de molécules tombées dans le domaine public, ne supportent pas le coût de la R&D, ce qui permet un prix de vente nettement plus bas que les princeps.

- **... de nouveaux segments de marché à développer**

Pour relancer leur productivité, les laboratoires se dirigent vers les pays émergents dont la population vieillissante en fait de futurs marchés porteurs. En outre, les nouvelles politiques de santé des nouveaux pays industrialisés facilitent l'accès aux soins.

*«Le « pharmerging » devient un nouvel eldorado pour les laboratoires européens. Contrairement aux pays avancés, les ventes de médicaments dans les pays émergents devraient avoir un taux de croissance annuel à deux chiffres d'ici 2017. Ce potentiel compensera en partie les effets des politiques de restriction budgétaire en Europe. Les grands groupes du secteur captent désormais dans les émergents la croissance qui leur manquait.», explique Khalid Aït-Yahia, économiste sectoriel chez Coface.*

Un autre paradigme est adopté par les laboratoires : orienter la R&D vers un marché plus réduit, mais mieux valorisé. La niche des pathologies plus complexes est devenue un repositionnement stratégique pour le secteur pharmaceutique. Ce développement très ciblé touche des maladies dont le traitement est très coûteux et souvent soutenu par les pouvoirs publics. Les laboratoires projettent leur croissance dans des aires thérapeutiques complexes telles l'oncologie, la lutte contre le diabète ou encore les maladies cardiovasculaires. En Europe, cette perspective devient réelle grâce à une coopération étroite avec les grands centres de recherche mondiaux, principaux générateurs de recherche fondamentale dans la compréhension des maladies délicates à traiter.

### CONTACTS MEDIA:

Maria KRELLENSTEIN - T. +33 (0)1 49 02 16 29 [maria.krellenstein@coface.com](mailto:maria.krellenstein@coface.com)  
Justine LANSAC – T. +33 (0)1 49 02 24 48 [justine.lansac@coface.com](mailto:justine.lansac@coface.com)

---

<sup>1</sup> VBM : le tarif et le taux de remboursement du médicament est fixé, par les pouvoirs publiques, en fonction de l'efficacité médicale de ce dernier, laborieuse à déterminer



## C O M M U N I Q U E D E P R E S S E

### **A propos de Coface**

Le groupe Coface, un leader mondial de l'assurance-crédit, propose aux entreprises du monde entier des solutions pour les protéger contre le risque de défaillance financière de leurs clients, sur leur marché domestique et à l'export. En 2013, le Groupe, fort de 4 440 collaborateurs, a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 1 440 Md€. Présent directement ou indirectement dans 98 pays, il sécurise les transactions de plus de 37 000 entreprises dans plus de 200 pays. Chaque trimestre, Coface publie son évaluation du risque pays dans 160 pays, en s'appuyant sur sa connaissance unique du comportement de paiement des entreprises et sur l'expertise de ses 350 arbitres localisés au plus près des clients et de leurs débiteurs.

En France, le Groupe gère également les garanties publiques à l'exportation pour le compte de l'Etat.

[www.coface.com](http://www.coface.com)

Coface SA. est coté sur le Compartiment A d'Euronext Paris  
Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA

